

Cameroun-Economie-Emprunts

LIBREVILLE, 13 avril (Infosplusgabon) – Le Journal Investir au Cameroun a annoncé que parmi les principales raisons invoquées pour justifier l'augmentation de 5,6% de la dette publique camerounaise au 31 décembre 2020 (10 334 milliards de FCFA), la Caisse autonome d'amortissement (CAA), structure étatique en charge de la gestion et du suivi de la dette publique dans le pays, cite « des émissions plus prononcées des titres publics » par l'État.

Une lecture plus affinée des chiffres compilés par la CAA révèle, en effet, que l'État camerounais a pratiquement quadruplé l'encours de ses titres publics, au cours de la période de 5 ans allant de 2015 à 2020.

Cette évolution à la hausse est notamment observable sur le marché des titres publics de la Beac, dont le Cameroun est le principal animateur depuis son lancement en 2011. En effet, après s'y être concentré pour ses émissions de titres de court terme (52 semaines de maturité au maximum), le pays préfère depuis 2019 y émettre également des titres de longs termes (de plus d'un an à 10 ans de maturité), au détriment du marché financier (BVMAC), dont les coûts des opérations sont jugés prohibitifs.

Dans le détail, révèlent les chiffres de la CAA, à fin 2020, l'encours des titres publics émis par le Cameroun a culminé à 1013 milliards de FCFA. Ce qui correspond à presque quatre fois l'encours de 265 milliards de FCFA enregistré en 2015. Ce chiffre était de 370 milliards de FCFA en 2016, contre 307 milliards de FCFA en 2017, et respectivement de 440 et 706 milliards de FCFA en 2018 et 2019. La CAA ne donne pas les raisons de ce recours plus prononcé de l'État camerounais au marché des titres publics.

Les OTA (titres de longs termes) ont contribué à la poursuite et à l'achèvement de nombreux projets d'investissements

Mais, l'on se souvient que pour le compte de l'année 2020, par exemple, le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, au cours d'une rencontre avec les banquiers à Douala en février 2021, a expliqué que « les ressources issues des émissions des BTA (titres de court terme) ont permis d'assurer une meilleure gestion de la trésorerie, en atténuant les tensions liées à la baisse périodique des recettes. Les OTA (titres de longs termes) quant à elles ont contribué à la poursuite et à l'achèvement de nombreux projets d'investissements, notamment les infrastructures routières pour 80 milliards de FCFA, les infrastructures sportives et connexes pour 70 milliards de FCFA, le plan de riposte au Covid-19 pour 45 milliards de FCFA... ». Ceci, sans compter les ressources mobilisées pour rembourser des emprunts antérieurs contractés sur le marché, et arrivés à échéance.

Au demeurant, de façon plus globale, l'on peut observer que l'évolution de la courbe des emprunts de l'État du Cameroun sur le marché des titres publics, au cours des cinq dernières années, correspond à l'avènement d'un nouveau front d'insécurité dans le pays, lequel nécessite encore à ce jour la mobilisation mensuelle d'importantes ressources financières. En effet, en plus de la guerre contre Boko Haram, qui impose au pays des dépenses sécuritaires depuis 2013, le Cameroun a dû déployer l'armée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest depuis fin 2016, à l'effet d'étouffer les velléités indépendantistes nées dans cette partie du pays.

En plus de cette pression qu'exercent les différents fronts sécuritaires sur le Trésor public, le pays a initié, dès 2015, d'importants chantiers d'infrastructures en prélude à l'organisation de la CAN qui débutera dès janvier 2022. Il faut également compter avec la pandémie du coronavirus

en cours dans le pays depuis mars 2020, qui a nécessité la mobilisation d'importants moyens financiers dans le cadre de la riposte. Face à l'insuffisance de ses ressources propres, l'État a dû recourir à des emprunts, aussi bien de court, de moyen, que de long terme. (Source Investir au Cameroun).

FIN/INFOSPLUSGABON/VCX/GABON2021

© Copyright Infosplusgabon